

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

CABINET DU PREFET

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE  
ET DE PROTECTION CIVILE

**ARRETE N° 2001-9237**

**PORTANT REGLEMENTATION D'ACCES DE CERTAINS SITES A L'AVAL DES BARRAGES ET  
AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES :  
BASSIN DU DRAC – LIT DE LA ROIZONNE**

Le Préfet de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier dans l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2215-1-3° relatif aux pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département ;

VU la circulaire interministérielle du 13 Juillet 1999 relative à la sécurité des zones situées à proximité ainsi qu'à l'aval des barrages et aménagements hydrauliques, face aux risques liés à l'exploitation des ouvrages ;

VU son arrêté n° 96-3734 du 13 juin 1996 portant interdiction d'accès au lit du Drac à l'amont du seuil de la Rivoire ;

VU son arrêté n° 97-6975 du 29 Octobre 1997 portant interdiction d'accès de certains sites situés à l'aval de barrages et d'aménagements hydrauliques : bassin du Drac ; modifié par son arrêté n° 99-7678 du 22 octobre 1999,

VU le compte rendu des réunions des 11 et 21 Février, 26 et 28 Mars 1997 ayant eu pour objet l'examen des fiches des risques hydrauliques ;

VU les lettres adressées simultanément au Ministre de l'Intérieur (Direction de la Défense et de la Sécurité Civiles), au Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Gaz, de l'Electricité et du Charbon) et au Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'Eau) le 19 Juin 1997 ;

VU le compte rendu d'étape aux ministères de l'Intérieur, de l'Industrie et de l'Environnement établi par la D.R.I.R.E. Rhône-Alpes, Division du Contrôle de l'Electricité le 25 Juin 1997 ;

VU l'ensemble des zones recensées à l'aval des barrages et aménagements hydrauliques et considérées comme présentant potentiellement un danger important (classement 4 et 5 sur une échelle allant de 1 à 5) ;

VU le courrier du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Division Energie Sous-sol, en date du 14 août 1997 ;

VU les conclusions de la réunion de la commission de site du 19 Août 1997 à CORPS pour le Drac-Amont ;

VU les conclusions de la réunion de la commission de site du 3 Septembre 1997 à la Préfecture de l'Isère pour le Drac-Aval ;

VU les réunions des 7 Août 1997, 13 Août 1997 et 8 Septembre 1997 relatives à la sécurité des pratiquants de la pêche à l'aval des barrages et ouvrages hydrauliques ;

VU les courriers du Directeur d'EDF Production Transport Energie Alpes (GEH Drac) du 26 Juillet 1999, du Président de la Fédération Départementale de Chasse du 6 Septembre 1999 et du Président de l'A.C.C.A. de ST GEORGES DE COMMIERS du 17 Août 1999 ;

VU les conclusions de la réunion du 14 Octobre 1999 à la Préfecture de l'Isère ;

VU les avis émis en date des 15 et 21 Octobre 1999 par la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, division du contrôle de l'Electricité et la Direction Départementale de l'Equipement, Service Eau Environnement, Risques, l'avis émis en date du 15 octobre 1999 par EDF Production Transport Energie Alpes (GEH Drac) et l'avis émis en date du 21 octobre 1999 par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU les avis émis en date des 1<sup>er</sup> octobre 1998 et 3 mai 2001 par la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, division du contrôle de l'électricité et l'avis émis en date du 27 août 2001 par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Service Patrimoine Naturel,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la fréquentation du lit des rivières eu égard à l'existence de risques notables pouvant mettre en danger la vie des personnes aventurées dans ces zones dans l'attente de la mise en place par les exploitants de mesures réduisant de manière sensible ces risques ;

CONSIDERANT la nécessité de réglementer de manière identique l'ensemble d'un cours d'eau et le fait que les zones concernées sont situées sur le territoire de plusieurs communes ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général ;

ARRETE :

Article 1 : Les articles 8 et 9 relatifs aux conditions d'accès au lit de la Roizonne de l'arrêté préfectoral n° 97-6975 du 29 octobre 1997 sont abrogés.

Article 2 : M. le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Colonel, Délégué Militaire Départemental, M. le Commandant de la CRS Alpes, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (Division du Contrôle de l'Electricité), M. le Directeur Départemental de l'Equipement, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports, M. l'Inspecteur d'Académie, M. le Directeur d'E.D.F. Pole Industrie Unité de Production Alpes, M. le Président du Conseil Supérieur de la Pêche, M. le Président de la Fédération Départementale de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique, M. le Président de la Fédération Départementale de Canoë-Kayak, M. le Directeur de l'Office National des Forêts, Mmes et MM. les maires des communes de La Valette, Sièvoz, Saint Laurent en Beaumont, Sousville, Nantes en Rattier, Oris en Rattier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage à la diligence des maires précités et qui sera publié aux recueils des actes administratifs du département de l'Isère.

GRENOBLE, le 07/11/2001

LE PREFET,

Pour ampliation,  
L'Attaché de Préfecture,  
Chef de Bureau,

  
Olivier TIREL

Signé : Alain RONDEPIERRE